

La longue marche des Chinois d'Indonésie



*A gauche, statue dorée en décoration dans le hall d'un hôtel à Samarinda, à Kalimantan.
A droite, fresque murale, réalisée par un membre d'une ONG, à Ambon, aux Moluques.*

Avec une population s'élevant à moins de deux millions (sur une population totale en Indonésie estimée à 240 millions), les Chinois représentent dans l'archipel moins de 1% de la population globale. Constitution et *Pancasila* (philosophie d'Etat) obligent, certains d'entre eux, il est vrai plutôt rarement, se sont convertis à l'islam, tandis que très nombreux sont ceux qui ont embrassé la foi chrétienne, protestante notamment. En outre, sur les 1,8% de bouddhistes officiellement recensés en Indonésie, une bonne partie d'entre eux proviennent de la communauté chinoise.

Dans son roman *Corruption*, dont l'intrigue est irriguée par le réel sous-jacent dans le titre, Pramoedya Ananta Toer fait dire à l'un de ses personnages ce que beaucoup d'Indonésiens, hier comme aujourd'hui, pensent tout bas et parfois crient très fort : « *Les Chinois sont prêts à faire n'importe quoi, à condition d'avoir un bénéfice* ». Cette phrase, symptomatique, empruntée au célèbre roman de « Pram », comme le désignent les Indonésiens, illustre donc assez bien le ressentiment quasi général de la population indonésienne envers la communauté chinoise présente dans l'archipel depuis au moins un millénaire. Même si, heureusement, depuis la chute de la dictature de Suharto (1998) et le passage au pouvoir de « Gus Dur » ou Abdurrahman Wahid (2000), et après de terribles exactions qui eurent lieu contre

les communautés chinoise en mai 1998, la situation des Chinois dans l'archipel commence à s'améliorer. Politique et culturellement notamment. La dernière décennie a ainsi montré un « revival » - par exemple sur le plan linguistique – de cette communauté dynamique et tellement indispensable au bon devenir de l'Indonésie.

Des clichés qui ont la vie dure...

Attestée de longue date par le biais du commerce, la présence chinoise dans toute l'Insulinde est effective au moins depuis le Ier siècle de notre ère, puis il s'affirme à compter du VIIe siècle, avec l'essor des échanges sous l'empire sumatranais de Sriwijaya. Jadis, la lente installation des Chinois avait fait suite à l'arrivée des pèlerins bouddhistes puis des marchands chinois au cours du premier millénaire de notre ère, une présence qui a ensuite fortement augmentée au cours de la période coloniale hollandaise, les Européens dans toute l'Asie s'entourant fréquemment de membres des communautés chinoises.

On peut donc aisément remonter vers un passé plus lointain, jusqu'au premier millénaire avant notre ère, avec les *nekara* ou tambours de bronze originaires d'Indochine ou de Chine méridionale et retrouvés à Java, Sumatra, Bali, Sumbawa, jusque dans les îles Kai ; des tambours qui s'appellent des *mokeko* dès lors qu'ils relèvent d'un type plus original. Cette précision faite, et tout en revenant sur certains faits historiques essentiels, l'accent de cet article portera plus précisément sur le macabre théâtre d'ombres entre le nationalisme indonésien et les communautés chinoise durant la crise monétaire et ses prolongements politiques et religieux (1998-2001), une période clé s'il en est de l'histoire contemporaine de cet immense archipel aux mille visages et qui se gausse de son unité dans la diversité...

Aux yeux de la plupart des Indonésiens, les membres de la communauté chinoise (ou Sino-indonésiens) présents aux quatre coins du pays, ne renvoient qu'à trois termes : richesse, corruption, anti-national. Un bref aperçu des tragiques événements survenus en 1998, et sporadiquement jusqu'à nos jours, dévoile cependant une toute autre réalité : de nombreux commerçants modestes, plutôt bien intégrés dans un Etat-Nation rigide, deviennent systématiquement d'utiles boucs émissaires lorsque menacent des temps plus durs pour les « fils du sol » ou *pribumi*. Depuis la chute de régime de Suharto, un système authentiquement démocratique peine à s'installer mais y parvient pourtant bel et bien, certes à un rythme qui doit s'accommoder des attentes des citoyens longtemps bridés et privés

de liberté ainsi que des lourdes pressions islamistes qui ne cèdent jamais d'un pouce dans leurs batailles profondément conservatrices.

Depuis 1999, la voie enfin libre, une démocratique vacillante que l'on a trop attendue, peine à naître : Habibie, Gus Dur, puis Megawati, sont chargés tour à tour d'assurer la période de transition. SBY viendra plus tard concrétiser l'essai tout en ralentissant déjà la cadence et l'impact de l'effort démocratique tout juste entamé. Dès le début du nouveau millénaire, la valse des présidents et des ministres ne fait plus danser, ni rire, ni même espérer les Indonésiens, encore quotidiennement tourmentés par les effets de la durable *kerismon* (acronyme indonésien pour *kerisis moneter* ou crise monétaire ou financière). Les fameuses périodes de « croissance » et de « développement » de l'ère Suharto ont été, à certaines exceptions près, fatales aux habitants. Mais le taux de croissance restera toujours plus élevé que celui des libertés, une tendance qui quinze ans après la fin de la dictature, semble encore en vigueur, puisque libération rime ici d'abord avec consommation.

Pour la communauté chinoise toutefois, le présent tout comme le futur s'avèrent déjà nettement plus vivable que par le passé, rappelons-nous seulement des siècles de discrimination ou encore les massacres faisant suite au septembre noir de 1965. Les troubles enregistrés à partir de 1998 s'inscrivent dans la désintégration générale – puis sa reformulation – de l'Etat-nation indonésien, avec son lot de conflits religieux, ethniques et/ou culturels (essentiellement à Aceh, aux Moluques, à Kalimantan, à Papua, mais l'île « centrale » de Java demeure l'épicentre des sporadiques éruptions politiques)...

Dans le chaos ambiant à l'aube du 3^e millénaire, les Chinois ne sont que des accusés parmi tant d'autres, et nul étonnement de voir la haine à leur rencontre monter d'un cran et s'aggraver proportionnellement à l'instabilité du pays et à la paupérisation croissante de la population. Autour de l'an 2000, les vieilles rancœurs reviennent à la surface : certains villageois « découvrent » d'anciens motifs de relancer la guerre ethnique. On déterre une vieille haine pour justifier des nouvelles raisons de se battre. Cette exacerbation de la violence communautaire se répand alors telle une traînée de poudre jusqu'aux moindres recoins de l'archipel. Au printemps 2000, par exemple, j'ai été témoin dans zones différentes (à Lombok, à Sulawesi et même à Sumba) de trois cas concernant des familles tentées hélas par le fait de raviver ces haines de l'autre, souvent du voisin, pourvu qu'il soit différent. Ces situations tendues ne sont pas directement imputables au président alors en exercice, à savoir Abdurrahman Wahid (alias Gus Dur). Mais les villageois en guerre contre la misère considèrent souvent qu'il est LE responsable de tout ce drame, et donc également de émeutes et des « représailles » contre les Chinois. Une

histoire de boucs émissaires : les chinois partout et à toutes les strates hiérarchiques, et Gus Dur tout en haut. Du coup, les « autres », beaucoup d'autres, sont comme dédouanés de tout soupçon dans la détérioration social de l'archipel. Ceci explique aussi partiellement la popularité, plus ou moins intacte à cette période, de Megawati, fille d'un père également père de la Nation, au moment de son accession au pouvoir.

En 2000, voilà douze ans, les Sino-Indonésiens étaient dans la ligne de mire de la vie politique ; ils représentaient pourtant seulement 2,5 à 3% des 210 millions d'habitants que comptait alors l'archipel ; ils contrôlaient, paraît-il, 70 à 75% de l'économie nationale. Selon George Aditjondro, observateur lucide de la vie politique indonésienne, ce dernier bilan chiffré appartiendrait à la longue liste de mythes de la domination chinoise dans le pays, et il précise dès 1998 que ce constant « *n'illustre pas seulement un journalisme de bas-étage mais il atteste également une manière à la fois pratique et raciste d'accuser les victimes* ». Mythe ou réalité, qu'importe finalement puisqu'aux yeux des *pribumi*, les Chinois apparaissent, certes non plus comme « l'oeil de Beijing », mais toujours comme des êtres sournois et antipathiques, ne respectant pas les traditions « locales » (comprendre « javanaises »). Sans oublier, qu'ils sont perçus comme s'étant enrichis sur le dos de « pauvres » et des « vrais » Indonésiens, pratiquant en plus en capitalisme sauvage qui ne cesse d'exploiter et de tromper la population. Une douzaine d'années plus tard, ce *leitmotiv* reste entretenu à satiété par l'aile radicale des mouvements islamistes, constamment en quête d'un bouc émissaire utile et pratique lorsque les problèmes de la nation deviennent insolubles. A commencer par la corruption...

Un bref rappel de l'histoire des Chinois d'Indonésie permet de mieux comprendre leur rôle et leur place aujourd'hui dans la société indonésienne. Voilà bien deux millénaires que les Chinois parcourent, naviguent et commercent, dans toute l'Insulinde : pèlerins, puis surtout marchands et migrants en quête d'un emploi se succèdent au fil des siècles. Les colonisateurs hollandais accentuèrent encore cette immigration. Peu à peu les *Peranakan* (« les enfants de la terre indonésienne », issus de mariages mixtes) se distinguèrent des *Totok* (plus attachés à la terre et à la culture chinoise). Au XXe siècle, les Chinois expriment leur culture, parlant leurs diverses langues, et dynamisent fortement les lieux qu'ils habitent.

Certains personnages clés, parmi lesquels Siauw Giok Tjhan, tentent de définir au mieux le statut des Chinois dans la société d'accueil. Ils apparaissent sur la scène intellectuelle mais aussi – et surtout – politique de l'archipel. Des associations religieuses, sociales et culturelles, fleurissent ; des partis politiques (Baperki notamment) et des syndicats se créent. Le parti communiste indonésien (PKI)

auquel participent activement certains Chinois sera, à la veille des massacres organisés qui l'anéantissent définitivement (fin 1965), le plus important du monde, à l'exception des partis de l'URSS et de la Chine. Sukarno est allé trop loin, ou plutôt trop près de la Chine. Lui et ses amis ne s'en relèveront pas.

Le sanglant « nouvel ordre » de Suharto, fortement soutenu par la CIA mais aussi appuyé par l'Occident tout entier, entend régler définitivement la « question chinoise » par le truchement de l'assimilation forcée « proposée » aux survivants du drame de 1965. Les interdictions se multiplient et la vie des Chinois se durcit. 32 ans d'une chape de plomb réduiront la communauté chinoise au silence... et aux affaires, sous bonne escorte militaire et sous bon contrôle étatique. Comme sous tout régime autoritaire, cette période verra son lot de « résistants » et de « collaborateurs »... Il faudra attendre mai 1998 pour que le couvercle de la marmite s'ouvre et que les voix du silence se refassent entendre. Très doucement.

Certains leaders nationaux feront honneur au pays en relayant l'ouverture politique et les nouvelles libertés redonnés aux Sino-Indonésiens. A l'instar de Abdurrahman Wahid qui, pendant son court mandat présidentiel, n'a pas hésité à renouer avec la Chine sur la scène internationale (tout en montrant que les Javanais invoquaient *de facto* des ancêtres chinois puisque les neufs saints qui ont amené l'islam à Java avaient bien des origines chinoises), de plus en plus d'Indonésiens acceptent – depuis maintenant une bonne décennie – plus facilement de se « mêler » à leurs voisins ou collègues chinois. Wahid a ainsi (ré)ouvert le ban en nommant Kwik Kian Gie au poste de ministre des Finances. Un symbole à n'en pas douter. Et une porte ouverte sur une nouvelle ère. A l'été 2006, l'Assemblée nationale (DPR) a validé une loi qui supprime définitivement les derniers éléments discriminatoires à l'égard des Indonésiens d'origine chinoise. En 2008, C'est Mari Pangestu, une femme d'origine chinoise, qui accède au poste de ministre du Commerce. Encore un pas en avant... Même si, comme on le voit, les finances et le commerce, les compétences reconnues rejoignent les préjugés toujours entretenus. Mais sans doute que la reconnaissance et le respect doivent passer par là ! En politique, comme pour l'Histoire, seul le temps long compte et fait sens.

Souvent les choix sont rudes : l'assimilation... par le haut ou alors l'acceptation de tomber dans l'oubli ou de sombrer dans le désespoir. L'époque de la dictature laisse jusqu'à nos jours des traces indélébiles. Sous le règne de Suharto et de son clan prédateur, les Chinois riches et puissants, pour certains, trouveront leur voie dans le nouveau régime militaire. Comme par exemple Liem Sioe Liong, plus connu sous l'appellation Salim, familier du cercle familial Suharto, et patron durant « sa » belle époque de plus 450 entreprises ! Mais, pendant trois décennies de

terreur souvent larvée, la majorité des Chinois « roturiers » (travailleurs, journalistes, commerçants) n'ont souffert que des privations et d'oppressions diverses, n'ayant comme seule perspective que d'espérer des jours meilleurs grâce au nouveau « raja » qui ne se prenait pas encore pour un sage. Rejetés, brimés, opprimés, les Chinois n'ont cessé au cours de l'ère Suharto de faire l'objet de douteuses manipulations politiques, comme l'explique (en 2001) Frédéric Durand : « *Chaque haut gradé proche du pouvoir, à commencer par le président Suharto lui-même, avant avait son financier chinois (cukong), avec qui il était en affaires. Mais à l'inverse toutes les manifestations de la culture chinoise étaient interdites* ».

Au cours du XXe siècle, nous rappelle l'historien Robert Cribb, les clivages entre les *Totok* et les *Perenakan* vont s'accroissant, les premiers restant très fidèles à leur terre et culture ancestrales alors que les seconds privilégient une intégration douce au contact de populations et mœurs locales. Pourtant, la population « indigène » et les dirigeants indonésiens sous-estiment considérablement ces entités et parlent de « la » communauté chinoise comme d'un ensemble homogène et compact, ce qui ne rend absolument pas compte de la réalité. Cela ne facilite pas non plus le regard, à la fois défiant et méfiant, que se portent les uns sur les autres... C'est ainsi également, écrit Cribb, qu'aucun gouvernement indonésien à ce jour n'a réussi à mettre en place une « *citoyenneté chinoise* » satisfaisante aux yeux de tous.

La place des Chinois dans l'archipel indonésien n'est que l'un des mystères des innombrables paradoxes de la vie politique indonésienne. Quant à la place qu'ils tiennent dans l'inconscient collectif indonésien, elle est certes nourrie de l'avis des dirigeants mais le mépris observé s'avère vite plus dangereux. Pendant son court mandat (en 1998-99), le président Habibie, clone et/ou marionnette de Suharto, a commis quelques erreurs diplomatiques (dites de « communication »), riches en significations et particulièrement remarquées : ainsi lorsqu'il estima que les Singapouriens étaient plus racistes que les Indonésiens. En février 1999, le sociologue indonésien Ariel Heryanto répond indirectement à son président dans le principal quotidien singapourien, *The Straits Times*, en précisant que, pour lui, la construction officielle de l'ethnicité indonésienne est perceptible dans le parc à thème de Jakarta, *Taman Mini Indonesia Indah*, ainsi que dans le discours politiques officiels, tandis que la violence culturelle est finalement moins frappante dans la vie quotidienne des Indonésiens.

Même au sortir de la dictature, dans une Indonésie qui possède sa propre tradition ultra jacobine, si l'on peut dire, les différences culturelles ou ethniques semblent s'effacer tous les jours un peu plus, sous le poids du nationalisme et du

javano-centrisme. Heryanto précise la réalité occultée concernant l'enrichissement de certains Chinois bien connus : « *Les Sino-Indonésiens ont été les cibles de discriminations raciales pas seulement de nature négative ; leurs puissants tycoons ont bénéficié d'une large discrimination raciale positive durant plusieurs décennies* ».

L'exploitation éhontée de forêts en Indonésie représente un exemple significatif par lequel on constate une corrélation évidente entre hommes forts indonésiens et hommes riches chinois. Comme le souligne le chercheur Georges Rossi, au milieu des années 1990, la moitié de 60 millions d'hectares de forêts a été « concédée » à des industries privées étroitement liées à la famille Suharto. Les autochtones furent non seulement privés de l'usage de leurs terres ancestrales mais aussi déplacés vers des cités-dortoirs insalubres et glauques. De jardiniers de la forêt, beaucoup se sont retrouvés mendians au bord des autoroutes du progrès... Certains *tycoons* chinois sont clairement impliqués dans l'industrie du bois et le commerce de la forêt. L'un des plus célèbres aura été Bob Hasan. Dans la *jungle, la nation et le marché*, Frédéric Durand, spécialiste des forêts de l'archipel et de leur exploitation sans scrupules, résume parfaitement ce lien intrinsèque liant le pouvoir politique, les Chinois et les forêts : « *Dans les années 1990, impossible de s'intéresser aux forêts indonésiennes sans entendre parler des Chinois. Bob Hasan (alias The Kian Seng), partenaire de golf du président Suharto, était par exemple le président de l'Association des exploitants forestiers indonésiens, et également le président de l'Association indonésienne des producteurs de contreplaqué, et aussi le président de l'Association indonésienne des fabricants de meubles, sans oublier président de la Communauté forestière de indonésienne et directeur de la compagnie disposant du monopole de l'importation du contreplaqué au Japon (principal client de l'Indonésie). Sur les vingt plus importantes sociétés forestières indonésiennes contrôlant plus de trente et un millions d'hectares (deux tiers de la superficie de la France), au moins dix-sept étaient dirigée par des Sino-Indonésiens. On entend moins parler de la majeure partie des Chinois appartenant aux couches sociales pauvres ou de statut tout à fait moyen. Ils se contentent de payer les pots cassés lors des émeutes raciales* ». Une description qui résume bien la situation.

Des « sans patrie », de l'indonésianisation, et de l'assimilation forcée...

La question de l'Etat-Nation est, comme l'estiment par exemple Suryadinata ou Dovert, sans arrêt à l'ordre du jour en Indonésie. Notamment pendant les premières années du nouveau millénaire. Ainsi, pour l'équipe de Megawati, alors installée à la présidence, le devoir de gérer les effets de la mondialisation, de répondre aux exigences démocratiques, de penser la stabilité sociale et économique, le tout devant être entrepris dans le cadre devenu trop strict et trop étroit de l'Etat-

Nation, furent des questions directement liées à la « question » chinoise en Indonésie même. Autre lieu, autre temps, et pourtant... Au moment où l'antisémitisme faisait à la fois des adeptes et l'actualité de la « Belle Epoque » en Europe, un monarque siamois publie un ouvrage sur les Chinois du sud-est asiatique intitulé *Les Juifs d'Orient*, inaugurant de la sorte la comparaison Chinois-Juifs ensuite largement reprise par les colonisateurs, les marchands, les écrivains européens, sans oublier plus tard... par les fonctionnaires indonésiens.

Pas d'Etat, pas de nation, bref pas de place véritable où les Chinois d'Indonésie se sentent chez eux, excepté de « nouveaux lieux » (ou plutôt « non-lieux »?) à emménager une fois de plus, et puis travailler, toujours et encore. Travailler plus pour se faire respecter plus ? Pas du tout sûr... Le type de racisme qu'endurent aujourd'hui encore les Sino-Indonésiens, même si désormais (en 2012) l'apaisement semble de mise, apparaît autant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières « nationales » de l'Indonésie. Deux exemples déjà anciens, le premier à Singapour en 1998 et le second à Paris en 2000, illustrent ce fléau malheureusement universel, et de la difficulté d'être « Chinois-Indonésien » : à Singapour au cours de l'année 1998, les citadins-citoyens de la vie Cité-Etat - en forte majorité Chinois, rappelons-le - s'inquiétaient avec un sentiment de mépris parfois évident de l'afflux soudain de leurs « frères » en provenance de la « pauvre » Indonésie ; en 2000, dans les rues de Paris, un couple de riches Sino-Indonésiens visite la ville : deux ans plus tôt, ils vivaient sereinement à Java, à l'été 2000 l'homme réside anonymement dans un hôtel à Jakarta où il travaille, sa femme et ses enfants séjournent provisoirement à Sydney en Australie, dans l'attente de jours meilleurs sous le ciel indonésien... Mais ils viendront, patience, ce n'est qu'une question de temps. Et le mauvais temps doit passer, c'est tout. La résignation fait parfois place à la patience. Heureusement, dans ce cas précis, de nombreux Singapouriens - mais aussi d'Indonésiens - ont également aidé et soutenu les Chinois désespérés ayant fui une Indonésie en proie à tous les déchirements. Mais la réclusion ne s'arrête pas là.

Une fois décédés, certains Chinois qui ont vécu toute leur vie sur le sol Indonésien sont directement « renvoyés » en Chine en quête de sépulture sur la terre de leurs ancêtres, pour *in fine* si l'on peut dire trouver la paix et le bonheur. Mais tant qu'ils sont en vie, ils ne sont pas considérés et acceptés en Chine comme de « vrais Chinois » mais plutôt comme de parfaits étrangers. En fait, exactement comme dans maints endroits en Indonésie. En un sens, cette situation intenable sur le plan identitaire explique l'identification qu'en font les Français de l'époque coloniale : les Chinois, « Gitans » ou « Juifs d'Asie ». Bref, des « apatrides »...

Dès 2001-02, les choses avancent doucement mais sûrement. Les Sino-Indonésiens vont progressivement (re)trouver leur place au sein de la communauté nationale indonésienne. Les Chinois finiront, eux aussi, par figurer sur les brochures touristiques et à être représentés au *Taman Mini Indonesia Indah*, et au Musée national de Jakarta, dans les livres scolaires, etc. Avec le temps, on peut parfois voir loin et bien, mieux en tout cas.

« *S'indonésianiser* » ou mourir est souvent la seule alternative, peu viable il est vrai, qui s'offre aux Chinois locaux. Après les événements tragiques de 1965, les Chinois furent nombreux à s'assimiler « spontanément » en se convertissant notamment au christianisme. Ils furent par contre beaucoup plus inquiets par l'assimilation forcée entreprise d'une main de fer par le gouvernement et l'armée aux bottes de l'Ordre Nouveau : écoles chinoises supprimées, manifestations et réunions interdites, le terme *Tionghoa* est remplacé par *Cina*, terme « indonésien » désormais devenu obligatoire, diverses formes de répression culturelle, religieuse et linguistique. A cette époque, et à la suite d'un programme survenu à Solo (Java), « *un député a même proposé d'obliger tous les Chinois à se marier en dehors de leur groupe ethnique. Tous ceux qui s'y refuseraient seraient sanctionnés et en moins de trente années, on aurait ainsi la solution finale de problème chinois. Rendons justice aux élus indonésiens qui écartèrent cette proposition* », souligne Denys Lombard, dans sa belle somme intitulée *Le carrefour javanais*. Reconnaissons effectivement que si la situation a été dramatique, et l'est encore à maints égards, elle aurait pu être encore bien pire, et aujourd'hui en 2012 cela va nettement mieux. Pourvu que cela dure...

Jadis, après le coup de force de Suharto dans les années soixante, devant l'ampleur des affrontements intercommunautaires, nombre de Chinois intégrèrent le Bakom (ou Comité pour la communication) et certains se convertirent même à l'islam estimant que de la sorte, la voie sera enfin libre pour avoir « droit » à une vie « normale » ; d'autres Chinois, au contraire, résistèrent en silence, tentant pendant de longues et souvent interminables années, d'échapper autant que possible à toute forme de discrimination exercée à leur encontre. La résistance a pris différentes voies (cf. Michel, 2002). Douces ou radicales, intériorisées ou diasporiques.

A titre d'exemple, dans un article publié en 2000 dans la revue *Archipel*, Claudine Salmon et Myra Sidharta évoquent les Hainanais de Bali, discrets et peu connus, qui sont devenus officiellement « indonésiens » en 1965, après avoir payé 500.000 rupiahs (l'équivalent de 150 euros en 1965) par personne ! En 1999, la communauté hainanaise de Malaisie invita les membres balinais originaires de Hainan dans le cadre d'un 6^e Symposium sur la population de cette région et île chinoise : « *Mais personne du comité du temple à Bali n'a souhaité participer en raison du*

handicap linguistique ». Comme souvent, le bulldozer nationaliste de la politique d'assimilation indonésienne parvient à ses fins même avec les ultimes avatars de la génération *totok*, qui ont pourtant résisté jusqu'à l'épuisement, c'est-à-dire jusqu'au moment où la relève n'a plus la même histoire en tête... En 2001, dans un autre texte, Myra Sidharta témoigne de son expérience personnelle d'appartenance à deux cultures, deux mondes ainsi qu'à deux lieux géographiques distincts, en précisant toutefois son attachement premier à l'Indonésie tout en assumant sa part chinoise. Une réalité difficilement vivable au quotidien pour de nombreux Sino-Indonésiens. La quête pour les droits fondamentaux pour les Chinois de l'archipel n'en était, à cette époque charnière, qu'à ces balbutiements. Beaucoup de chemin a été parcouru depuis, dans l'intérêt de la communauté sino-indonésienne. Cela est aussi à mettre au crédit de la jeune démocratie indonésienne qui, malgré ses quelques attermoissements et parfois ses reniements, a aussi su montrer, et continue de le faire, de réels atouts qui lui font honneur.

A cet égard, l'histoire indonésienne possède une longue « tradition » dans les différentes formes de discrimination perpétrées à l'égard des Chinois installés sur le sol « national ». Cela même si, pour certains observateurs, les conditions d'existence des Sino-Indonésiens furent légèrement meilleures avant l'indépendance de 1945 et surtout nettement plus confortables avant le « coup d'Etat » effectué en 1965 par le général Suharto et sa clique, sur fond de politique guerrière américaine en Asie. A la suite des événements tragiques du 30 septembre 1965, les Chinois ont été accusés d'être « l'œil » de la Chine continentale et communiste, et les représentants - aujourd'hui on dirait les « réseaux dormants » - d'une potentielle « 5e colonne » capable à tout moment de servir les basses œuvres du président Mao ! Ce dernier a depuis belle lurette été plusieurs fois enterré...

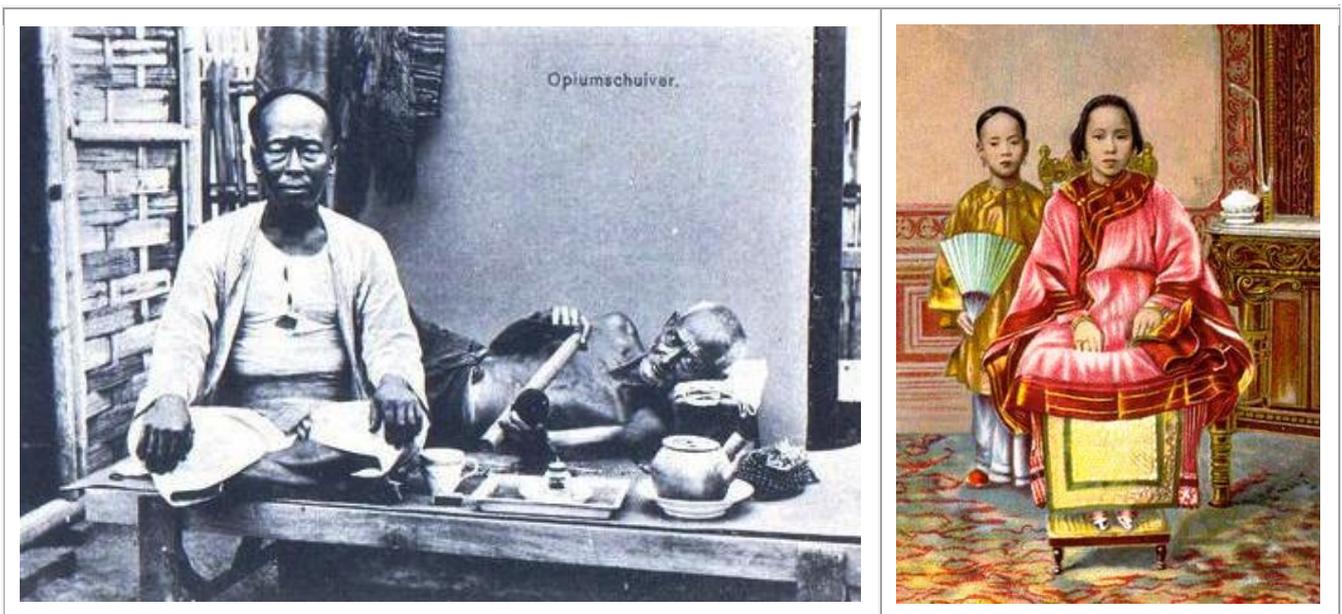
Certaines lois discriminatives datent de l'administration coloniale hollandaise, mais la plupart apparaissent au cours de premières années de l'ère Suharto. Les droits civiques pour les Chinois ont été simplement supprimés et leur identité ethnique et culturelle réprimée et plus encore niée. Les écoles et les temples ont été contraints de fermer leurs portes. Les membres de la communauté chinoise durent choisir entre deux choix drastiques : rester Chinois ou devenir Indonésien. De fait, la majorité d'entre eux devinrent « Indonésiens », soit pour échapper aux massacres soit pour tenter de s'intégrer opportunément dans l'Etat-Nation indonésien.

Durant ces temps difficiles, les Chinois se sont donc également - et massivement - convertis au christianisme (le monothéisme étant inscrit dans la philosophie d'Etat, le *Pancasila* ; le cadre législatif en matière religieuse devenant aussi plus strict sous la férule de Suharto à partir de 1969). Beaucoup optent pour

des noms indonésiens, même si leur origine chinoise reste précisée. Leur activité économique a été sérieusement réduite, et le « petit commerce » devient l'ultime alternative de survie pour certains. Les fêtes religieuses et les manifestations culturelles ont été interdites. Même l'architecture traditionnelle chinoise a été tantôt cachée tantôt détruite, et jusqu'à récemment certains dépliant touristiques mentionnaient qu'il est strictement interdit d'entrer sur le territoire indonésien en possession de toute publication en caractères chinois ou concernant la médecine traditionnelle chinoise... Mais les temps ont bien changé, heureusement.

Pendant des décennies, celles dites du fameux « développement », et dans ce contexte peu propice à la négociation, et encore moins à l'écoute de la différence culturelle, privés d'histoire et de terres, les minorités chinoises n'avaient qu'un choix très restreint : l'assimilation. Elle fut souvent l'unique solution que les Indonésiens au pouvoir leur octroyaient, leur « offraient » pour « rester » en vie et (sur)vivre bon gré mal gré dans « leur » pays. Quel pays ? Aujourd'hui, tout est semble-t-il rentré dans l'ordre. Non pas le « nouveau » d'antan mais le bon.

En 2012, sur le papier et dans la Constitution du moins, les Chinois résidant sur le sol national ont complètement retrouvé leur place qui est et doit être la leur au sein de la communauté indonésienne. Il faut maintenant espérer qu'ils pourront la conserver à l'avenir et vivre pleinement leur culture dans l'ensemble de l'archipel. Pour sa propre survie, la balbutiante démocratie indonésienne ne peut se permettre de négliger ou mépriser à nouveau, un jour, cette importante communauté chinoise et nationale. Une communauté totalement indonésienne.



Images éculées d'une Chine fantasmée et transportée à Batavia (Jakarta), au début du XXe siècle (Internet).

Pour aller plus loin

- Cayrac-Blanchard F., Dovert S., Durand F., ed., *Indonésie, un demi-siècle de construction nationale*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- Cribb R., *Historical Atlas of Indonesia*, Londres, Curzon, 2000.
- Durand F., *La jungle, la nation et marché*, Nantes, L'Atalante, 2001.
- Lombard D., *Le carrefour javanais. Essai d'histoire globale*, 3 volumes, Paris, EHESS, 1990.
- Michel F., « Entre intégration et assimilation, les Chinois d'Indonésie de Sukarno père à Sukarno fille (1945-2001) », *HE&A Asies*, n°1, Paris, L'Harmattan, 2002, pp. 83-111.
- Suryadinata L., *Ethnic Chinese in Contemporary Indonesia*, Singapour, ISEAS, 2008.